

Les difficultés financières des Belges

Quels liens avec l'endettement, le niveau de culture financière et la capacité à gérer un budget?



Romain DUVIVIER

*Economiste, Observatoire
du Crédit et de
l'Endettement*

Cet article présente les résultats d'une recherche dont l'objectif était, d'une part, de mesurer les difficultés financières des ménages et, d'autre part, de mettre en évidence les caractéristiques des ménages connaissant d'importantes difficultés financières. Les réponses à 3.071 questionnaires auxquels ont répondu des Belges de 18 à 65 ans ont été analysées. Nous montrons que la culture financière, la gestion budgétaire ainsi que les types de crédits contractés et les implications de ceux-ci sur le budget des ménages sont des variables fortement liées au niveau de difficulté financière des ménages.

Financial Difficulties Belgians Are Confronted with: What Is the Link with Debt Rates, Financial Skills and Budget Management Competence?

This article highlights the results of a study aimed, on the one hand, at measuring the households' financial difficulties and, on the other hand, at giving a clear view of the characteristics of the households facing considerable financial difficulties. An analysis has been made of the replies to 3,071 questionnaires filled in by Belgians aged between 18 and 65. The authors explain how strongly the degree of the households' financial difficulties is tied up with financial skills, budget management and the kind of credit contracts as well as their consequences on the households' budget.



Caroline JEANMART

*Sociologue, Observatoire
du Crédit et de
l'Endettement*

Partant d'une enquête par questionnaire ayant interrogé 3.071 Belges, cet article poursuit deux objectifs. Dans un premier temps, nous présenterons le mode de mesure des difficultés financières retenu dans notre analyse. Certaines parties de notre questionnaire étaient destinées à évaluer le niveau de difficulté financière ressenti par les répondants. Partant de ces questions, nous avons construit une mesure des difficultés financières des ménages (voir points I.B. et I.C.). Cette mesure est corrélée avec d'autres indicateurs des difficultés financières (voir point I.D.). L'existence de tels liens de corrélation nous confortera par rapport à la qualité de l'indicateur retenu pour mesurer les difficultés financières.

Dans un second temps, nous mettrons en évidence les caractéristiques des répondants qui sont corrélées avec leur niveau de difficulté financière (points II. à IV.). Dans cet article, les variables indépendantes retenues pour l'analyse sont les caractéristiques de l'endettement en crédit des répondants (point II.), leur niveau de culture

financière (point III.) ainsi que leur plus ou moins bonne capacité à gérer un budget (point IV.). Pour chacune de ces thématiques nous présenterons, d'une part, un ensemble de statistiques descriptives qui permettent de comparer la situation des personnes en difficulté financière par rapport au reste de l'échantillon. D'autre part, nous introduirons ces caractéristiques dans un modèle de régression linéaire afin de mettre en évidence l'effet spécifique exercé par chaque caractéristique sur les difficultés financières des répondants.

I. Les difficultés financières des ménages: mode de mesure et pertinence

A. Comment mesurer les difficultés financières des ménages?

Lorsque nous tentons d'analyser les difficultés financières des ménages, nous nous centrons généralement sur les caractéristiques des personnes ayant entrepris une médiation de dettes (Observatoire du

crédit et de l'endettement, 2013; Vlaams Centrum Schuldenlast, 2013)¹. Il va de soi que la plupart des ménages ayant entrepris une telle démarche vivent des difficultés financières sévères et, pour beaucoup, des situations de surendettement. Le profil socioéconomique de ces ménages semble également particulier (Jeanmart, 2013a; Ledegen, 2013). L'essentiel des ménages en médiation de dettes connaît des situations de pauvreté extrêmes.

Au moment de mettre en place la recherche dont nous présentons ici certains résultats, nous ne souhaitons pas nous centrer exclusivement sur les personnes ayant entrepris une médiation de dettes. Nous voulions, d'une part, inclure des personnes connaissant des difficultés et peut-être surendettées mais n'ayant pas entrepris une telle démarche. Il n'est pas impossible que les personnes ayant certains profils socioéconomiques n'entreprennent pas de médiation mais mettent en place des solutions *ad hoc* en cas de difficultés. Cela pourrait, par exemple, être le cas des personnes ayant un statut social plus élevé. D'autre part, nous souhaitons également inclure dans nos analyses des personnes éprouvant des difficultés à joindre les deux bouts sans pour autant être surendettées. Ce groupe est particulièrement intéressant à étudier étant donné qu'il est constitué de ménages qui pourraient un jour connaître le surendettement.

Différentes stratégies sont proposées dans la littérature afin de mesurer le niveau de difficulté financière des ménages. Certains auteurs approchent le phénomène en se focalisant exclusivement sur les personnes en défaut de paiement pour un crédit (voir p. ex. Geradi et Goete, 2010). Pour d'autres auteurs, la variable dépendante est le ressenti qu'ont les individus de leur niveau de difficulté financière par rapport au crédit (Lusardi et Mitchell,

2009). Gummy (2007) offre une approche intéressante de la mesure des difficultés financières en associant une mesure objective et une mesure subjective au sein de la même analyse. La mesure objective est construite en interrogeant le ménage sur l'existence de défauts de paiement pour du crédit mais aussi pour d'autres engagements financiers. La mesure subjective interroge les ménages sur la lourdeur du remboursement des emprunts. Les mesures objectives et subjectives des difficultés financières sont alors respectivement croisées avec un ensemble de variables sociodémographiques. Les analyses se basant sur des mesures objectives et subjectives ont donné des résultats proches en termes de variables corrélées avec les difficultés financières. Le *Department of Trade and Industry* (DTI, 2004) propose 4 indicateurs objectifs des difficultés financières ainsi qu'un indicateur subjectif.

B. Notre mode de mesure des difficultés financières

Différentes dimensions permettent de mesurer le niveau de difficultés financières des ménages. Il nous paraissait impératif de combiner différents aspects de ce phénomène afin de l'appréhender correctement. Afin de construire une mesure des difficultés financières des ménages, nous nous sommes basés sur 4 questions à réponses à choix multiples. Les 4 questions prises en compte sont listées ci-dessous. Nous avons attribué un score à chaque réponse selon les propositions choisies pour chacune de ces questions. Ce score renseigne sur le niveau de difficulté financière ressentie et exprimée par chaque répondant. Le score attribué à chaque proposition et pour chacune des questions est noté entre parenthèses. Le mode d'agrégation des réponses qui permet d'obtenir le score attribué à chaque répondant est expliqué plus bas.

1° Parmi les 4 propositions suivantes, cochez celle qui correspond le mieux à votre situation en termes d'endettement

- J'ai trop de dettes par rapport à mes revenus et je risque d'avoir des difficultés à les rembourser (3 pts.)
- J'ai un niveau d'endettement acceptable par rapport à mes revenus (2 pts.)
- J'ai peu de dettes et vu mes revenus, je pourrais sans risque augmenter mon endettement (1 pt.)
- Je n'ai pas de dettes (0 pt.)

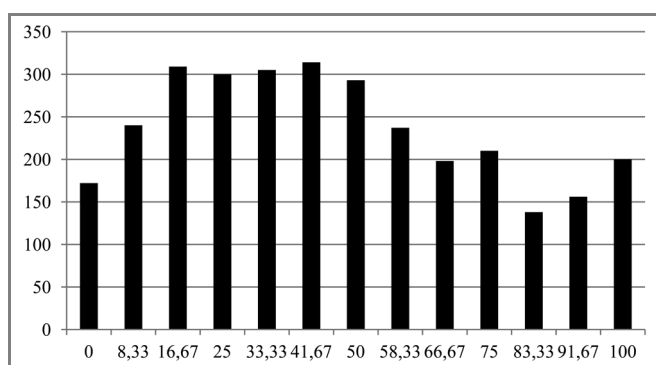
	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord
2° Je suis en difficulté financière	<input type="checkbox"/> (3 pts.)	<input type="checkbox"/> (2 pts.)	<input type="checkbox"/> (1 pt.)	<input type="checkbox"/> (0 pt.)
3° Je boucle mes fins de mois facilement	<input type="checkbox"/> (0 pt.)	<input type="checkbox"/> (1 pt.)	<input type="checkbox"/> (2 pts.)	<input type="checkbox"/> (3 pts.)
4° Ma situation financière m'inquiète	<input type="checkbox"/> (3 pts.)	<input type="checkbox"/> (2 pts.)	<input type="checkbox"/> (1 pt.)	<input type="checkbox"/> (0 pt.)

1. Le texte de Hans Ledegen présenté dans ce numéro de la *Revue bancaire et financière* donne un exemple d'une telle approche.



Le score total obtenu par chaque individu en fonction de ses réponses a été transformé de manière à ce que les individus n'ayant exprimé aucune difficulté aient un score de 0 alors que ceux exprimant le plus de difficultés² obtiennent le score maximum de 100³. La variable ainsi formée a été nommée "score de difficulté financière". Le graphique ci-dessous montre la répartition des répondants en fonction des scores obtenus. Ainsi, 172 répondants (soit 5,6% du total des répondants) ont exprimé n'avoir aucune difficulté financière alors qu'ils sont 200 (6,5%) à avoir exprimé le niveau de difficulté le plus élevé qu'il était possible d'exprimer.

Graphique 1. Répartition de l'effectif des répondants selon le "score de difficulté financière"



C. Création de trois groupes d'individus selon l'intensité de leurs difficultés financières

Afin de faciliter les analyses, nous avons scindé l'échantillon en 3 groupes d'individus qui se distinguent en fonction de l'intensité des difficultés financières ressenties et exprimées. Les répondants ayant obtenu un score de moins de 33,33 sont placés dans la catégorie "difficultés financières faibles ou inexistantes", ceux ayant obtenu un score compris entre 33,33 et 66,66 sont placés dans la catégorie "difficultés financières moyennes à modérées" alors les répondants ayant obtenu plus de 66,66 au score sont placés dans le groupe avec des "difficultés financières fortes". Le critère retenu pour scinder notre échantillon en 3 groupes offre une répartition relativement homogène des répondants entre ces groupes (voir tableau 1 ci-dessous). Les personnes ayant exprimé un niveau moyen de difficultés financières sont toutefois légèrement surreprésentées.

Tableau 1. Création de trois groupes selon l'intensité des difficultés financières exprimées et répartition des répondants entre les groupes

Difficultés financières	Critère de création des groupes	Effectif	Pourcentage
(1) Faibles ou inexistantes	Si score < 33,33	1.021	33,3%
(2) Moyennes à modérées	Si 33,33 >= score <= 66,66	1.148	37,4%
(3) Fortes	Si score > 66,66	902	29,4%
(4) Total des répondants	/	3.071	100,0%

Nous souhaitons également pouvoir centrer certaines analyses sur des personnes ayant des difficultés financières plus importantes. A ce titre, le critère retenu pour définir le groupe des personnes en difficulté financière forte ne nous semblait pas suffisamment discriminant. Nous avons donc créé un sous-groupe reprenant les répondants ayant obtenu plus de 90 (sur un total de 100) au "score de difficulté financière". Cette catégorie comprend 356 individus et concerne 11,6% du total des répondants. Il s'agit donc des 11,6% des répondants ayant exprimé les difficultés financières les plus fortes. Par la suite, les personnes de ce sous-groupe seront qualifiées de personnes en "difficulté financière très forte". Gardons à l'esprit que ces 11,6% des répondants font partie du groupe des personnes en "difficultés financières fortes".

D. Notre mesure des difficultés financière est-elle pertinente?

L'objectif des analyses ultérieures sera soit de mettre en avant des variables corrélées avec la position des individus dans les différents groupes, soit de mettre en évidence des variables corrélées avec la valeur obtenue par les individus au "score de difficulté financière". Il s'agira donc de mettre en évidence des caractéristiques qui pourraient être déterminantes dans l'explication de l'intensité des difficultés financières ressenties et exprimées par les individus. La capacité de notre "score de difficulté financière" à correctement mesurer le niveau de difficultés des ménages déterminera la qualité des résultats obtenus.

Notre score de difficulté financière ainsi que les groupes qui en découlent sont-ils de bons indicateurs de l'intensité réelle des difficultés financières des répondants? Nous nous sommes bien entendu posé cette question. Nous avons montré que notre score de difficulté financière était corrélé avec différentes variables qui peuvent elles aussi être considérées comme révélatrices de difficultés financières. Des corrélations ont été trouvées entre le "score de difficulté financière" des répondants et: (1°) la fréquence avec laquelle ils connaissent des défauts de paiement (2°)

2. Les personnes ayant exprimé le plus haut niveau de difficultés financières ont respectivement opté pour les réponses 1, 1, 4 et 1.

3. Nous avons appliqué la transformation linéaire suivante à la "cote" obtenue par chaque individu: score de difficultés financières = (nombre de points / 12) * 100.

des indicateurs de privation matérielle, (3°) la faiblesse de leur revenu et la pauvreté monétaire et (4°) des démarches entreprises par les répondants afin de remédier à leurs difficultés financières.

Quelques résultats devraient suffire pour montrer la bonne capacité de notre score et des catégories qui en découlent à correctement mesurer les difficultés financières. Ainsi, parmi le groupe des personnes en “difficultés financières très fortes”, plus d’un ménage sur deux vit sous le seuil de pauvreté contre un ménage sur cinq pour l’ensemble des répondants. Si nous considérons les personnes en “difficultés financières très fortes”, plus de 60,6% des ménages reconnaissent avoir contacté un professionnel au cours des 12 derniers mois afin d’envisager une médiation de dettes ou une autre démarche permettant de mieux gérer les dettes. Ils ne sont que 1,1% parmi les personnes en difficultés financières faibles ou inexistantes. Toujours parmi les personnes en difficultés financières très fortes, 74,7% des répondants ont reconnu avoir été dans l’impossibilité de payer à temps des factures comme l’électricité, l’eau, le téléphone, etc. Ils ne sont que 1,3% à le reconnaître parmi les personnes du groupe en difficultés financières faibles ou inexistantes.

Par manque de place, nous n’avons pas pu reprendre l’entièreté des résultats destinés à montrer le caractère opportun de notre mesure des difficultés financières⁴. Cette analyse est disponible sur le site Internet de l’Observatoire à la rubrique “Les colloques de l’OCE”. Cet article reprend également un ensemble de données qui concernent le profil socioéconomique des personnes en difficulté financière. Dans la suite de ce texte, nous ne commenterons que rapidement les résultats concernant les variables socioéconomiques. Ces variables seront introduites dans nos analyses mais surtout au titre de variables de contrôle.

II. Difficultés financières et endettement en crédit: quels liens?

Les débats politiques ainsi que de nombreuses analyses produites par la presse font état de liens directs entre l’endettement en crédit des ménages et les situations de surendettement. Nous devons toutefois préciser que des personnes peuvent être surendettées sans avoir contracté de crédits. Fin 2013, 21,9% des personnes enregistrées

dans la Centrale des crédits aux particuliers ayant été admises à la procédure en règlement collectif de dettes⁵ n’étaient concernées par aucun crédit alors que 15,1% des personnes en règlement collectif de dettes avaient du crédit mais aucun défaut de paiement pour ces crédits. Le lien entre crédit et surendettement n’est donc pas aussi direct: il est possible d’être surendetté sans avoir contracté de crédits. Dans ce cas, l’endettement des ménages est constitué de “dettes de vie” comme des factures d’énergie, des arriérés de loyer, des dettes fiscales, etc.

Il est cependant aisé de renverser l’argument qui précède et de dire que près de 80% des personnes en règlement collectif de dettes sont concernées par du crédit. Dans cette section, nous nous centrons sur ces personnes concernées par du crédit et connaissant des difficultés financières. Par quels types de crédits sont-elles concernées? Par combien de crédits? Quel est le poids exercé par les remboursements sur le budget des ménages? Existe-t-il une corrélation entre l’endettement en crédit et le niveau de difficultés financières des ménages? C’est à ces questions que nous tentons ici de répondre.

A. Endettement en crédit: quelles caractéristiques pour les personnes en difficulté financière?

Les tableaux ci-dessous présentent une série d’indicateurs, d’une part, de l’importance des crédits pour lesquels les répondants sont engagés (tableau 2) et, d’autre part, de la pression exercée par ces crédits sur le budget des ménages (tableau 3). Ces indicateurs permettent-ils de mettre en avant certaines caractéristiques des personnes en difficulté financière?

Le tableau 2 montre qu’à mesure que les difficultés financières des ménages augmentent, d’une part, le pourcentage des répondants concernés par du crédit hypothécaire diminue (ligne 1) et, d’autre part, le pourcentage des répondants concernés par du crédit à la consommation augmente (lignes 2 et 3). Alors que parmi les répondants en difficulté financière très forte, une personne sur quatre est concernée par du crédit hypothécaire, ils sont plus d’un sur deux parmi celles ayant des difficultés financières inexistantes à modérées. 68,8% des répondants ayant exprimé des difficultés financières très fortes sont concernés par des crédits à la consommation autres que des ouvertures de crédit avec

4. Nous renvoyons le lecteur intéressé par ce sujet à l’analyse présentée au colloque de l’Observatoire de 2013 et intitulée “*Les ménages en difficulté financière: quels profils socioéconomiques?*”.

5. Le règlement collectif de dettes est une procédure judiciaire dont le but est de rétablir la situation financière du débiteur, notamment en lui permettant, dans la mesure du possible, de payer ses dettes tout en lui garantissant à lui et à sa famille de pouvoir mener une vie conforme à la dignité humaine. Une personne ne sera admise à la procédure en règlement collectif de dettes que si un juge a estimé que cette personne était dans l’incapacité de payer ses dettes et de manière durable. Toutes les personnes en règlement collectif peuvent donc être considérées comme surendettées. Toutefois, la procédure en règlement collectif ne reprend donc pas toutes les personnes surendettées, certaines recourent à des procédures non judiciaires, se débrouillent seules ou restent sans réaction.



carte et 47,5% ont au moins une ouverture de crédit avec carte. Ces proportions sont respectivement de 24,2% et 21,5% pour le groupe de personnes ayant exprimé des difficultés financières faibles ou inexistantes.

Des différences intergroupes apparaissent également dès lors que l'on considère le nombre moyen de crédits à la consommation en cours. Les répondants ayant exprimé le

plus de difficultés financières sont concernés, en moyenne, par 2,19 crédits à la consommation contre une moyenne de 0,59 crédit pour les personnes ayant exprimé le moins de difficultés financières. Le type de crédits pour lesquels les répondants sont engagés ainsi que le nombre de contrats varient donc fortement selon leur niveau de difficulté financière.

Tableau 2. Crédits dans lesquels les répondants sont engagés selon le niveau de difficulté financière

	Difficultés financières				Total des répondants ¹
	Faibles ou inexistantes	Moyennes à modérées	Fortes	Très fortes ²	
(1) Pourcentage des répondants avec un crédit hypothécaire en cours	51,0%	55,1%	35,1%	26,6%	47,9%
(2) Pourcentage des répondants avec au moins une ouverture de crédit avec carte en cours	21,5%	32,5%	51,2%	47,5%	34,4%
(3) Pourcentage des répondants avec au moins un autre type de crédit à la consommation en cours	24,2%	42,5%	65,2%	68,8%	43,1%
(4) Nombre moyen de crédit à la consommation ³	0,59	1,04	1,88	2,19	1,14

1. La colonne "total des répondants" renvoie à des statistiques qui portent sur l'ensemble des personnes ayant répondu à l'enquête et non sur des sous-groupes de répondants comme les autres colonnes du tableau.
2. Les personnes en difficultés financières très fortes constituent un sous-groupe des personnes en difficultés financières fortes. Ce sous-groupe est composé des 11% de répondants qui ont exprimé le plus haut niveau de difficultés financières. Les personnes en difficultés financières très fortes ont obtenu plus de 90 sur 100 au score de difficultés financières.
3. Le nombre moyen peu élevé observé pour les ménages avec des difficultés financières faibles ou inexistantes nous pousse à croire que, dans leurs réponses, les ménages ne considèrent pas que les possibilités de découvert sur compte constituent bien du crédit à la consommation. De fait, ce crédit est détenu par une grande majorité de ménages. Le nombre moyen de crédit mesuré grâce à l'enquête sous-estime peut-être le nombre moyen observé de la population.

Les mesures présentées dans le tableau 2 renseignent uniquement sur le nombre et les types de crédits. Le simple fait d'avoir, par exemple, une ouverture de crédit peut signifier peu de chose étant donné qu'en absence de prélèvement, aucun remboursement ne sera dû et aucun intérêt ne sera facturé. De même, savoir qu'un répondant est concerné par trois crédits ne nous renseigne pas sur les sommes qu'il doit effectivement déboursier chaque mois afin d'honorer ces derniers. S'agissant de comprendre les variables expliquant la vulnérabilité des ménages à l'égard des difficultés financières, il peut être intéressant de produire des indicateurs complémentaires qui évaluent le poids exercé par les crédits sur le budget des ménages. C'est ce que propose le tableau 3 ci-dessous. Ce tableau ne tient compte que des répondants devant au moins faire face à un remboursement de crédit.

La première ligne du tableau 3 présente un des ratios traditionnellement utilisés pour juger de la solvabilité d'un ménage: le rapport entre le total des mensualités liées aux emprunts et le revenu. Ce rapport augmente

avec le niveau des difficultés financières exprimées par les répondants. Les personnes ayant exprimé de très fortes difficultés financières et ayant des crédits en cours consacrent 42,83% de leurs revenus aux remboursements d'emprunts contre seulement 21,31% pour les personnes avec des difficultés financières faibles ou inexistantes.

La seconde ligne du tableau 3 propose un indicateur que nous jugeons particulièrement intéressant afin d'évaluer la charge exercée par les remboursements d'emprunt sur le budget des ménages: le revenu équivalent net des remboursements de mensualités⁶. Cette variable indique le revenu disponible après le paiement des mensualités mais en tenant compte de la composition du ménage⁷.

Ainsi, une fois les mensualités retranchées, le revenu équivalent disponible pour les personnes ayant exprimé un niveau des difficultés financières faibles ou inexistantes est de 1.555,96 EUR contre seulement 693,7 EUR pour les personnes ayant exprimé des difficultés financières très

6. Pour créer cette variable, nous commençons par calculer la différence entre le revenu et les mensualités. Ce revenu net de remboursements d'emprunts est alors divisé par la taille équivalente du ménage.
7. Le concept de revenu équivalent permet de comparer les revenus de différents ménages en apportant une correction pour leurs tailles respectives. Le facteur de correction que nous avons retenu est celui couramment utilisé par l'OCDE. Le poids accordé à chaque membre d'un ménage se base sur les critères suivants: un poids de 1 au premier adulte; 0,5 à chaque autre membre âgé de 14 ans et plus et 0,3 aux enfants de moins de 14 ans. En additionnant les poids accordés aux différents individus composant un ménage, nous obtenons la taille équivalente du ménage. Le revenu équivalent d'un ménage est obtenu en divisant son revenu total par sa taille équivalente. Ainsi, le revenu équivalent d'un isolé ayant un revenu total de 1.500 EUR sera de 1.500 EUR. Par contre, ce même revenu ne donnera plus qu'un revenu équivalent de 1.000 EUR ($=1.500/(1+0.5)$) pour un isolé avec un enfant de plus de 14 ans. Le revenu équivalent net des remboursements d'emprunt suit une même logique. Si un couple composé de deux adultes et un enfant de plus de 14 ans dispose de 2.500 EUR de revenu et doit faire face à une mensualité de 500 EUR, le revenu équivalent net des remboursements de mensualités s'élèvera à 1.000 EUR ($= [(2500 - 500) / (1 + 0.5 + 0.5)]$).

fortes. Les ménages ayant exprimé des difficultés financières moyennes à modérées ont un revenu équivalent net de remboursement qui s'élève à 1.170 EUR soit 68,8% de plus que les personnes ayant exprimé des difficultés finan-

cières très fortes. Sans aucun doute, le poids exercé par les remboursements d'emprunt sur le revenu des ménages affecte négativement leur pouvoir d'achat et explique les difficultés financières ressenties.

Tableau 3. Charge exercée par les remboursements d'emprunt sur le budget des ménages ayant des crédits en cours selon le niveau de difficulté financière⁸

	Difficultés financières				
	Faibles ou inexistantes	Moyennes à modérées	Fortes	Très fortes	Total des répondants
(1) Rapport entre le total des mensualités et le revenu	21,31%	30,55%	40,29%	42,83%	31,28%
(2) Revenu équivalent net des remboursements de mensualités	1.555,96 €	1.170,61 €	780,05 €	693,67 €	1.147,93 €
(3) Montant total des mensualités liées aux emprunts (moyenne)	689,17 €	800,80 €	741,47 €	802,73 €	749,81 €

La dernière ligne du tableau 3 permet de comparer le montant total de remboursement selon le niveau de difficulté financière. Il est intéressant de remarquer que les personnes éprouvant des difficultés financières moyennes à modérées doivent faire face à des mensualités moyennes légèrement supérieures à la moyenne du total des répondants et proches du sous-groupe des personnes en difficulté financière très forte. La seconde ligne du tableau 3 fait penser que, si elles parviennent à y faire face, c'est parce qu'elles bénéficient de revenus plus élevés que les personnes éprouvant des difficultés plus importantes. Il ne nous semble pas erroné de penser que, parmi les personnes en difficulté financière forte ou très forte se trouve un grand nombre de personnes ayant des caractéristiques socioéconomiques proches de celles des personnes avec des difficultés moyennes à modérées mais qui doivent faire face à une charge d'emprunt plus importante au regard de leurs revenus suite, soit à une baisse de revenu, soit à

l'octroi d'un nouveau crédit augmentant le total des mensualités auxquelles doit faire face le ménage. Dans les deux cas, l'effet est identique: les remboursements d'emprunts deviennent trop importants par rapport aux revenus des ménages.

B. Analyse multivariée: quel est l'effet spécifique exercé par les variables reflétant l'endettement?

Le tableau 4 ci-dessous présente les résultats d'une analyse de régression linéaire qui met en lien le "score de difficultés financières" (la variable dépendante) et un ensemble de variables reflétant l'endettement en crédit des répondants: le fait d'avoir au moins un crédit hypothécaire, le nombre d'ouvertures de crédit et le nombre de crédits à la consommation autre que des ouvertures de crédit.

Tableau 4. Analyse multivariée: ajout des variables reflétant l'endettement en crédit

N = 2506	A	Bêta –	Test t	p-valeur
R ² ajusté = 0,469	(Coefficients non standardisés)	(Coefficients standardisés)		
(Constante)	62,144		22,789	0,000
Age	-0,058	-0,025	-1,604	0,109
Le fait d'être isolé	7,879	0,133	8,350	0,000
Le nombre d'enfants	1,084	0,045	2,662	0,008
Le niveau de scolarité	-4,799	-0,110	-6,433	0,000
Le fait d'être sans activité professionnelle	13,303	0,183	10,734	0,000
Le revenu équivalent	0,001	0,036	0,969	0,333
Le revenu équivalent net des remboursements de mensualités	-0,014	-0,346	-9,414	0,000
Le fait d'avoir au moins un crédit hypothécaire	-4,113	-0,073	-3,772	0,000
Le nombre d'ouvertures de crédit avec carte	4,075	0,126	8,208	0,000
Le nombre d'autres crédits à la consommation	8,750	0,262	16,336	0,000

Effet des variables socioéconomiques:

Nous avons également ajouté un ensemble de variables socioéconomiques servant de variables de contrôle. Ainsi, nous remarquons que le niveau de difficultés financières est positivement corrélé avec le nombre d'enfants, le fait

d'être isolé et le fait d'être sans activité professionnelle. Par contre, les difficultés financières sont négativement corrélées avec le niveau de scolarité. Concernant le statut "sans activité professionnelle", nous devons remarquer que cette variable reste significative alors que notre régres-

8. Pour le calcul de ce rapport, nous n'avons pu considérer que les personnes ayant des crédits en cours, soit 2.180 répondants.



sion comporte des mesures des revenus et du niveau de scolarité. Nous pouvons supposer que les personnes sans activité professionnelle allaient connaître plus de difficultés financière étant donné qu'elles ont généralement un plus faible revenu et un niveau de scolarité plus faible. Le fait que l'absence d'activité professionnelle continue à jouer un rôle significatif alors que nous contrôlons les effets spécifiques de la scolarité et de la faiblesse des revenus nous indique que d'autres variables se "cachent" derrière l'absence d'activité professionnelle, comme par exemple la faiblesse du réseau social.

Le coefficient non standardisé (A) permet de mesurer l'impact exercé, en moyenne, par une variation de la variable qui nous intéresse en considérant toutes les autres variables constantes. Le fait d'être isolé semble être un facteur important dans l'explication de la vulnérabilité à l'égard des difficultés financières. Toutes choses égales par ailleurs, le score de difficulté financière obtenu par les isolés est, en moyenne, supérieur de 7,8 points (sur un maximum de 100) par rapport au score d'une personne vivant en couple. Le coefficient associé au revenu équivalent net des remboursements de mensualités est de -0,014: une augmentation de ce revenu de 1 EUR devrait conduire à une diminution du score de difficulté financière de 0,014. Toutes choses égales par ailleurs, un ménage bénéficiant de 500 EUR de revenu équivalent net des remboursements de mensualités en plus qu'un autre aura un score de difficulté financière inférieur de 7 points ($=0,014 \times 500$).

La colonne Bêta (coefficients standardisés) permet d'aller plus loin dans l'analyse en mettant en évidence les variables qui sont les plus déterminantes dans l'explication du score de difficulté financière⁹. Un coefficient standardisé plus important pour une variable signifie que, comparativement aux autres, elle exerce un impact plus important sur la variable dépendante. Par ordre d'importance, les variables socioéconomiques les plus déterminantes du score de difficulté financière sont donc le revenu équivalent net des remboursements de mensualités, l'absence d'activité professionnelle, le fait d'être isolé, le niveau de scolarité et le nombre d'enfants.

L'âge n'exerce aucun impact statistiquement significatif. De fait, la colonne "p-valeur"¹⁰ nous indique si, oui ou

non, nous pouvons supposer que les variables retenues dans l'analyse expliquent l'intensité des difficultés financières ressenties et exprimées. Une p-valeur inférieure à 0,01 pour une variable devrait conduire à considérer qu'une variable est statistiquement significative: les tendances qui apparaissent dans notre échantillon sont suffisamment fortes pour que l'on puisse supposer des tendances identiques au sein de la population générale. Avec une p-valeur de 0,109, nous ne pouvons pas conclure que l'âge exerce un impact sur les difficultés financières.

En outre, nous avons également introduit deux mesures du revenu: le revenu équivalent et le revenu équivalent net des remboursements des mensualités (tel que présenté dans le tableau 3 ci-dessus). Nous mettons ici en concurrence deux mesures du revenu afin de voir celle qui explique le mieux le niveau de difficulté financière des répondants. D'autres analyses que nous n'avons pas pu reprendre dans cet article montraient que, lorsqu'il était considéré individuellement, le revenu équivalent exerçait un impact statistiquement significatif (Duvivier, 2013a). Lorsque nos deux mesures du revenu sont mises côte à côte, seul le revenu équivalent net des remboursements de mensualités apparaît statistiquement significatif. Il va de soi que le revenu équivalent et le revenu disponible équivalent après le remboursement des mensualités sont deux variables fortement corrélées. Le résultat obtenu ici signifie que le revenu net des remboursements d'emprunt est, comparativement à l'autre mesure du revenu, nettement plus à même d'expliquer la plus ou moins grande vulnérabilité des ménages à l'égard des difficultés financières.

Effet spécifique des variables reflétant l'endettement en crédit:

Quel est l'impact de l'introduction des variables reflétant l'endettement en crédit? Des estimations réalisées sans ces variables mais ne tenant compte que des variables socioéconomiques donnaient un R^2 ajusté proche de 35% (Duvivier, 2013a). Le R^2 ajusté donne une indication sur la capacité avec laquelle les variables explicatives expliquent la variable dépendante. Un R^2 ajusté de 35% signifie que, conjointement, les variables explicatives

9. La comparaison de la grandeur des coefficients non standardisés ne nous permet pas de conclure qu'une variable exerce, dans l'absolu un impact plus important qu'une autre sur les difficultés financières. Comparer les coefficients non standardisés revient à comparer l'impact exercé sur les difficultés financières par le fait d'avoir un enfant en plus par rapport à celui exercé par 1 EUR de revenu supplémentaire. Les coefficients standardisés, par contre, ramènent toutes les variables sur une échelle standardisée et permettent des comparaisons non soumises à l'impact de l'échelle de mesure des différentes variables.

10. La p-valeur nous indique, pour chaque variable retenue dans l'analyse, avec quel degré de certitude nous pouvons considérer qu'elles exercent un impact significatif sur le score de difficultés financières. Si la p-valeur tend vers 0, nous sommes quasi certains que la variable exerce un impact réel. Si elle tend vers 1, nous pouvons considérer que la variable n'exerce aucun impact. Une p-valeur de 0,109 pour la variable "le fait d'être ouvrier" nous renseigne que si nous admettons que le fait d'être ouvrier joue un rôle, nous avons 1,9% de chance de nous tromper. Sur l'hypothèse selon laquelle le fait d'être employé joue un rôle, nous avons 9,6% de chance de nous tromper. Généralement, le seuil de 1% est retenu pour accepter l'hypothèse de significativité d'une variable.

n'expliquaient que 35% des variations du score de difficulté financière. L'introduction des variables reflétant l'endettement en crédit a considérablement augmenté le R^2 ajusté qui vaut maintenant 46,9% (voir tableau 4). Une fois les variables de type "endettement" prises en compte, notre estimation explique beaucoup mieux les variations dans le score de difficulté financière. Les variables reflétant l'endettement en crédit pourraient donc jouer un rôle non négligeable dans l'explication de la problématique étudiée.

Parmi les variables reflétant l'endettement des particuliers, tant le nombre d'ouvertures de crédit que le nombre d'autres crédits à la consommation sont corrélés positivement avec les difficultés financières des ménages. Les coefficients non standardisés¹¹ associés au "nombre d'ouvertures de crédit avec carte" et au "nombre d'autres crédits à la consommation" valent respectivement 4,075 et 8,750. Une personne ayant deux ouvertures de crédit et un autre crédit à la consommation aura donc un score de difficulté financière qui sera, en moyenne, de 16,9 points supérieur [= (2*4.075) + 8.75] à celui d'une personne partageant exactement les mêmes caractéristiques socio-économiques mais n'ayant contracté aucun crédit à la consommation.

Le fait d'avoir un crédit hypothécaire en cours, par contre, exercerait un impact négatif sur le niveau de difficulté financière des répondants. Ce résultat peut paraître contre-intuitif. De fait, les ménages ayant un crédit hypothécaire doivent faire face à des mensualités importantes qui affectent négativement leur budget. Nous aurions donc pu nous attendre à ce que le crédit hypothécaire affecte positivement les difficultés financières des ménages. Toutefois, cet effet est déjà pris en compte par la variable "revenu équivalent net des remboursements de mensualités" qui devrait être, en moyenne et toutes autres choses égales par ailleurs, plus faible pour les ménages ayant un crédit hypothécaire en cours. Comment expliquer le fait d'avoir un crédit hypothécaire en cours diminue les difficultés financières exprimées par les ménages? Nous pouvons supposer que les répondants ayant obtenu un crédit hypothécaire partagent certaines caractéristiques qui diminuent leur vulnérabilité à l'égard des difficultés financières. L'impact de la variable "crédit hypothécaire" dans nos analyses reflèterait donc le fait que les emprunteurs hypothécaires partagent les caracté-

ristiques des emprunteurs qui remboursent généralement leurs crédits en temps et en heure.

III. Difficulté financière et culture financière: quels liens?

A. La définition de la culture financière

Différentes questions de notre enquête avaient trait à la culture financière des ménages. Nous définissons la culture financière comme *l'ensemble des connaissances, des compétences et des habitudes des individus qui leur permettent de prendre les décisions financières appropriées dans les domaines liés à la gestion de leurs dettes et de leur budget*.

Le terme "culture financière" est la traduction que nous avons choisie pour le terme anglo-saxon "financial literacy" couramment employé dans la littérature traitant du sujet. Les études francophones s'intéressant au crédit et aux questions financières parlent souvent de "connaissances financières". Selon nous, ce terme est réducteur et ne parvient pas à correctement rendre compte de l'ensemble des domaines couverts par le terme "financial literacy". Nous considérons donc que les connaissances financières constituent un sous-domaine de la "culture financière"¹². Le terme "éducation financière" est parfois utilisé mais il ne réfère pas à l'état des connaissances et capacités d'un individu dans les matières financières. L'éducation financière désigne un processus au cours duquel les connaissances et capacités financières peuvent être acquises. Pour une vue d'ensemble des définitions de la culture financière utilisées au sein de la littérature, nous renvoyons à Atkinson et Messy (2012).

La culture financière peut couvrir différentes dimensions plus ou moins proches:

- 1° les *capacités en calcul de base* (faisant abstraction des calculs typiquement économiques: taux d'intérêt, etc.);
- 2° les *capacités en calcul économique et la culture économique* (dont les calculs et raisonnement typiquement économiques: taux d'intérêt composés, impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat, etc.);
- 3° les *connaissances en matière financière* et, en particulier, la compréhension des différentes notions liées au crédit;
- 4° la gestion et la planification budgétaire.

11. Le coefficient non standardisé nous indique de combien la variable expliquée (le score de difficultés financières dans notre cas) varie lorsque la variable concernée augmente d'une unité. Si le nombre d'ouvertures de crédit d'une personne augmente d'une unité, le score de difficultés financières augmentera, en moyenne et toutes autres caractéristiques restant constantes, de 4075 unités (sur 100).

12. Le terme "culture financière" est également utilisé par BIGOT (2011) ainsi que par l'OCDE (2009). Ces auteurs mettent en évidence des méthodes pour mesurer ce concept.



Dans cet article, nous souhaitons pouvoir distinguer l'impact de l'aspect "gestion et planification budgétaire" de celui des autres dimensions de la culture financière. Le lien entre les difficultés financières et la gestion budgétaire sera analysé au point C. Les questions posées aux répondants afin d'évaluer les trois premières thématiques reprises ci-dessus se trouvent dans l'annexe 1.

B. Quel est le niveau de culture financière des personnes en difficulté financière?

Nous nous demandons donc s'il est possible d'établir un lien entre la culture financière et le niveau de difficulté financière des ménages¹³. Nous commençons par présenter les résultats obtenus par les répondants portant sur la culture financière.

Tableau 5. Niveau de culture financière selon le niveau de difficulté financière

	Difficultés financières				Total des répondants
	Faibles ou inexistantes	Moyennes à modérées	Fortes	Très fortes	
Capacités en calcul élémentaire					
(1) Score en calcul élémentaire (/4)	3,67	3,59	3,31	3,20	3,53
Capacités en calcul économique de base					
(2) Question B1 – capacité à comprendre l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat (% de réponses correctes)	80,4%	79,1%	58,2%	57,0%	73,4%
(3) Question B2 – compréhension du mécanisme de l'intérêt composé (% de réponses correctes)	66,2%	54,0%	44,8%	36,0%	55,4%
(4) Question B3 – capacité à mesurer le poids exercé par l'intérêt sur le montant des remboursements dans le cadre de l'ouverture de crédit (% de réponses correctes)	49,3%	40,0%	41,6%	43,3%	43,5%
(5) Score en calcul économique de base (/3)	1,96	1,73	1,45	1,36	1,72
Connaissances financières liées au crédit					
(6) Question C1 – connaissance du principe du taux variable	78,0%	73,8%	61,8%	56,5%	71,8%
(7) Question C2 – connaissance de l'utilité du TAEG	43,4%	35,1%	32,6%	24,6%	37,1%
(8) Question C3 – connaissance de l'utilité d'une assurance solde restant dû	84,7%	83,2%	76,7%	66,9%	81,8%
(9) Question C4 – connaissance de la définition du taux d'intérêt débiteur	54,0%	49,0%	49,6%	44,7%	50,8%
(10) score de connaissances financières liées au crédit (/4)	2,6	2,41	2,21	1,93	2,41
(11) Score global de culture financière (/11)	8,23	7,73	6,96	6,49	7,67

La première ligne du tableau 5 ci-dessus reprend la moyenne obtenue par les répondants pour le total des 4 questions destinées à mesurer les connaissances en calcul élémentaire (voir point A de l'annexe 1). Nous remarquons que le score obtenu diminue légèrement à mesure que les difficultés financières augmentent. Ces différences sont-elles statistiquement significatives? Les tests statistiques réalisés montrent que l'on ne peut pas considérer que les scores sont différents si nous comparons le groupe des personnes avec des difficultés financières faibles ou inexistantes au groupe ayant exprimé des difficultés financières moyennes à modérées. Par contre, les personnes ayant des difficultés financières fortes à très fortes ont bien obtenu un score statistiquement inférieur à la moyenne de l'ensemble de l'échantillon.

La ligne 5 donne le score total obtenu par les individus en calcul économique de base (sur un total de 3). Encore une fois, le score diminue lorsque les difficultés financières augmentent. Les différences observées entre les groupes sont statistiquement significatives: les répondants ayant

exprimé le niveau de difficulté financière le plus important ont, en moyenne, un niveau plus faible en calcul économique.

Les lignes 2 à 4 reprennent le pourcentage des répondants ayant correctement répondu à chacune des questions ayant trait aux capacités en calcul économique de base. Les questions sont reprises à l'annexe 1 (partie B). Le tableau ci-dessous mentionne les connaissances évaluées au moyen de ces questions sans reprendre l'intitulé complet de chacune d'elles.

La question destinée à évaluer la capacité à mesurer le poids exercé par l'intérêt sur le montant des remboursements est celle qui apparaît la moins discriminante entre les trois groupes. Les personnes ayant de très fortes difficultés financières répondent même mieux que les personnes éprouvant des difficultés financières moyennes à modérées. La question posée portait spécifiquement sur le poids des intérêts dans le cadre de l'ouverture de crédit. Nous pouvons supposer que les personnes ayant des diffi-

13. Pour d'autres analyses du sujet, voir p. ex. LUSARDI et TUFANO (2008); GERARDI *et al.* (2010); LUSARDI et MITCHELL (2009).

cultés financières ont une relativement bonne connaissance du fonctionnement de ce type de produit étant donné qu'elles l'utilisent plus fréquemment (voir tableau 2).

La ligne 10 du tableau indique les scores pour la thématique "connaissances financières liées au crédit". Encore une fois, le score diminue avec le niveau de difficulté financière des répondants: les personnes éprouvant le plus de difficultés financières sont celles qui, en moyenne, ont de moins bonnes connaissances financières. Il est intéressant de noter que seules 24,6% des personnes en difficulté financière forte savent que le TAEG est un outil de comparaison permettant de savoir quelle est l'offre de crédit la plus avantageuse. Ils ne sont que 37,1% en considérant l'ensemble des répondants.

La dernière ligne du tableau donne la valeur moyenne du score global de culture financière qui, pour chaque répondant, s'obtient en faisant la somme des scores mentionnés aux lignes 1, 5 et 10 du tableau ci-dessous. Le score global

de culture financière diminue à mesure que les difficultés financières augmentent. Les différences de score entre les groupes sont statistiquement significatives: les personnes en difficulté financière ont bien un niveau de culture financière plus faible que la moyenne des répondants.

Certaines questions portaient également sur la perception qu'avaient les individus de leur propre niveau de culture financière (voir partie D de l'annexe 1). Les répondants ayant opté pour la proposition "tout à fait d'accord" à une question ont obtenu un score de 3 alors que ceux ayant opté pour "pas du tout d'accord" ont obtenu un score de 0. Le score subjectif de culture financière est la somme des 3 autres scores. Comme montré dans le tableau 6, la perception qu'ont les répondants de leur niveau de culture financière est liée à leur niveau de difficulté financière. Les personnes ayant exprimé le plus de difficultés financières ont donc un moins bon niveau de culture financière tout en étant conscientes de cette faiblesse.

Tableau 6. Perception des répondants de leur niveau de culture financière

	Difficultés financières				
	Faibles ou inexistantes	Moyennes à modérées	Fortes	Très fortes	Total des répondants
(1) Compréhension des sujets économiques (/3)	2,07	1,86	1,76	1,76	1,90
(2) Connaissances des notions liées au crédit (/3)	2,08	1,86	1,72	1,56	1,89
(3) Capacités en calcul (/3)	2,24	2,02	1,83	1,63	2,04
(4) Score subjectif de culture financière (/9)	6,39	5,74	5,32	4,97	5,83

C. Analyse multivariée: quel est l'effet spécifique exercé par la culture financière sur les difficultés financières?

Comme précédemment, nous souhaitons analyser l'effet spécifique exercé par la culture financière en ajoutant cette variable au sein d'une analyse multivariée. Comme montré dans le tableau 7, le score global de culture financière exerce un effet statistiquement significatif et négatif

sur le niveau de difficulté financière des ménages: en moyenne, les ménages ayant mieux répondu aux questions liées à la culture financière ont moins de difficulté financière. Toutefois, le R^2 ajusté n'a pas considérablement augmenté suite à l'ajout de cette variable et, en comparant les coefficients standardisés, nous devons conclure que la culture financière n'est pas le principal déterminant des difficultés financières des ménages.

Tableau 7. Analyse multivariée en ajoutant la variable "score global de culture financières"

N = 2506 R ² ajusté = 0,463	A (Coefficients non standardisés)	Bêta – (Coefficients standardisés)	Test t	p-valeur
(Constante)	66,445		27,238	0,000
Le fait d'être isolé	7,096	0,120	7,492	0,000
Le nombre d'enfants	1,133	0,047	2,908	0,004
Le niveau de scolarité	-4,117	-0,094	-5,564	0,000
Le fait d'être sans activité professionnelle	12,250	0,168	9,911	0,000
Le revenu disponible équivalent après paiement des mensualités	-0,013	-0,320	-17,679	0,000
Le fait d'avoir au moins un crédit hypothécaire	-3,849	-0,068	-4,126	0,000
Le nombre de crédits à la consommation	6,445	0,301	19,410	0,000
Score global de culture financière	-0,869	-0,058	-3,567	0,000



L'effet exercé par le score global de culture financière semble donc faible. Qu'en conclure? Premièrement, nous pouvons nous demander si l'indicateur retenu pour mesurer le niveau de culture financière (ainsi que les questions utilisées pour former le score global de culture financière) permet de le mesurer correctement. Bien que nous ayons eu recours à des questions proches de celles utilisées par d'autres auteurs, il est difficile d'être certain de la bonne qualité des mesures retenues dans notre analyse. En outre, il est possible que les répondants sachent correctement évaluer leur propre niveau de culture financière. Si

tel est le cas, les mesures subjectives reprises dans le tableau 6 pourraient constituer de meilleurs indicateurs du niveau de culture financière que le score global de culture financière utilisé dans l'analyse multivariée ci-dessus. Le tableau 8 ci-dessous reproduit l'analyse multivariée en remplaçant le score global de culture financière par le score subjectif de culture financière. Nous remarquons que le coefficient associé à la culture financière est plus important que celui obtenu dans le tableau 7. Le coefficient standardisé passe de -0,058 à -0,128.

Tableau 8. Analyse multivariée mesurant l'impact du "score subjectif de culture financière"

N = 2506 R ² ajusté = 0,476	A (Coefficients non standardisés)	Bêta – (Coefficients standardisés)	Test t	p-valeur
(Constante)	71,029		30,894	0,000
Le fait d'être isolé	7,200	0,122	7,715	0,000
Le nombre d'enfants	1,263	0,053	3,279	0,001
Le niveau de scolarité	-4,332	-0,099	-6,041	0,000
Le fait d'être sans activité professionnelle	12,118	0,166	9,926	0,000
Le revenu disponible équivalent après paiement des mensualités	-0,013	-0,312	-17,642	0,000
Le fait d'avoir au moins un crédit hypothécaire	-3,716	-0,066	-4,066	0,000
Le nombre de crédits à la consommation	6,340	0,296	19,384	0,000
Score subjectif de culture financière	-1,926	-0,128	-8,614	0,000

Deuxièmement, bien que la culture financière ne soit pas la principale variable déterminante des difficultés financières des répondants, c'est une des variables sur laquelle il est possible d'agir. Il est assez aisé de mettre en place des politiques d'information et de prévention destinées à améliorer le niveau de culture financière des ménages. Par contre, nous n'avons aucune prise sur le fait qu'une forte proportion des ménages en difficulté financière vit seule. De même, à court terme et au vu de la conjoncture économique actuelle, il semblerait difficile d'augmenter significativement le niveau de revenu des personnes les plus pauvres.

IV. Difficulté financière et pratique de budgétisation: quels liens?

La gestion et la planification budgétaire constituent d'autres dimensions que nous souhaitons mesurer au moyen de notre enquête. De nombreuses recherches ont mis en évidence des corrélations entre l'absence de gestion budgétaire et les situations d'endettement problématique (voir p. ex. Webley et Nyhus (2001); Lee *et al.* (2007)). Qu'en est-il au sein de notre échantillon?

A. Les personnes en difficulté financière sont-elles caractérisées par une gestion budgétaire moins rigoureuse?

Les questions liées à la gestion budgétaire sont reprises en annexe 2. Ces questions ont été utilisées afin de créer les 4 scores suivants:

- un indicateur de la connaissance qu'ont les répondants de leur situation budgétaire: *un score de connaissance du budget* prenant une valeur comprise entre 0 et 8 et qui indique dans quelle mesure les répondants ont une bonne idée de la situation budgétaire dans laquelle ils se trouvent;
- un indicateur des techniques mises en place par les répondants afin d'anticiper les dépenses à venir et de veiller à leur équilibre budgétaire: *un score de budgétisation* prenant une valeur comprise entre 0 et 12 et qui indique à quel point les répondants mettent en place des stratégies leur permettant d'éviter les "dérapages" budgétaires;
- un indicateur de la perception qu'ont les répondants de leurs capacités à gérer un budget: *un score subjectif de budgétisation* qui prend une valeur comprise entre 0 et 3 et qui indique dans quelle mesure les répondants estiment gérer correctement leur budget;
- un indicateur global de budgétisation: *un score global de gestion budgétaire* qui, pour chaque individu, s'ob-

tient en faisant la somme des 3 scores précédents et qui prend une valeur comprise entre 0 et 23.

L'analyse du tableau 9 ci-dessous fait ressortir que les personnes en difficulté financière ont une meilleure connaissance de leur situation budgétaire que les personnes éprouvant moins de difficulté financière (ligne 1). Les différences sont statistiquement significatives si on compare la situation des personnes en difficulté financière forte à celle des personnes avec des difficultés financières faibles ou inexistantes. En ce qui concerne les éventuelles techniques mises en place afin de prévoir les dépenses à venir (score de budgétisation, ligne 2), les différences observées entre les répondants ayant des difficultés financières faibles ou inexistantes et ceux ayant des difficultés financières moyennes à modérées ne sont pas statistiquement significatives. Par contre, les répondants ayant des

difficultés financières fortes ou très fortes se distinguent bien de la moyenne de l'échantillon. De ce fait, nous pouvons les considérer comme relativement moins prévoyants et comme ayant moins tendance à anticiper des dépenses à venir. La ligne 3 du tableau montre que lorsque les difficultés financières augmentent, la vision qu'ont les répondants de leurs capacités à gérer un budget diminue.

La dernière ligne du tableau 9 donne un score global de gestion budgétaire qui, pour chaque répondant, s'obtient en faisant la somme des trois autres scores. Le score global diminuant avec le niveau de difficulté financière, nous pouvons en déduire que les personnes éprouvant des difficultés financières ont une gestion budgétaire relativement moins bonne que la moyenne de l'échantillon.

Tableau 9. Gestion budgétaire selon le niveau de difficulté financière

	Difficultés financières				
	Faibles ou inexistantes	Moyennes à modérées	Fortes	Très fortes	Total des répondants
(1) Score de connaissance du budget (/8)	4,90	5,02	5,15	5,19	5,02
(2) Score de budgétisation (/12)	9,79	9,55	8,78	8,67	9,41
(3) Score subjectif de gestion budgétaire (/3)	2,4	2,10	1,76	1,64	2,11
(4) Score global de gestion budgétaire (/23)	17,14	16,67	15,70	15,50	16,67

B. Analyse multivariée: quel est l'effet spécifique exercé par la gestion budgétaire sur les difficultés financières?

Quel est l'effet spécifique exercé par une bonne gestion budgétaire sur les difficultés financières des ménages? L'analyse multivariée présentée au tableau 10 permet de répondre à cette question. Tout comme le niveau de culture financière des répondants, le score de gestion budgétaire exerce un impact négatif et statistiquement

significatif sur le niveau de difficulté financière des ménages. Une meilleure gestion budgétaire est donc corrélée avec de moindres difficultés financières. La gestion budgétaire n'est pas la variable la plus déterminante des difficultés financières. Néanmoins, prises ensemble, la gestion budgétaire et la culture financière exercent un impact d'ampleur identique au fait d'être sans activité professionnelle.

Tableau 10. Analyse multivariée mesurant l'impact du "score global de budgétisation"

N = 2506 R ² ajusté = 0,484	A (Coefficients non standardisés)	Bêta – (Coefficients standardisés)	Test t	p-valeur
(Constante)	80,461		25,474	0,000
Le fait d'être isolé	6,930	0,117	7,451	0,000
Le nombre d'enfants	1,266	0,053	3,302	0,001
Le niveau de scolarité	-4,476	-0,102	-6,073	0,000
Le fait d'être sans activité professionnelle	12,202	0,167	10,053	0,000
Le revenu disponible équivalent après paiement des mensualités	-0,013	-0,319	-17,572	0,000
Le fait d'avoir au moins un crédit hypothécaire	-3,822	-0,068	-4,205	0,000
Le nombre de crédits à la consommation	6,154	0,287	18,772	0,000
Score subjectif de culture financière	-1,462	-0,097	-6,148	0,000
Score de gestion budgétaire	-0,687	-0,087	-5,593	0,000



V. Conclusion

Nous avons montré que les caractéristiques de l'endettement des répondants, leur niveau de culture financière tout comme leur capacité à gérer un budget peuvent être mises en lien avec les difficultés financières qu'ils éprouvent.

En ce qui concerne les variables reflétant l'endettement des ménages, tant le nombre d'ouvertures de crédit que le nombre d'autres crédits à la consommation sont corrélés positivement avec le niveau de difficulté financière des ménages: les personnes en difficulté financière ont donc eu relativement plus recours au crédit à la consommation. Notre analyse ne permet toutefois pas d'affirmer que les difficultés financières ont été induites par un recours au crédit trop important. Nous ne connaissons pas la situation des répondants avant d'avoir contracté ces crédits. Certaines personnes pourraient avoir connu des accidents de vie après la prise de crédit et, de ce fait, éprouver des difficultés financières.

Le fait d'avoir du crédit hypothécaire est corrélé négativement avec le niveau de difficulté financière des ménages: en moyenne et toutes choses égales par ailleurs, les ménages concernés par du crédit hypothécaire expriment un niveau de difficulté financière plus faible. Ce fait nous conduit à penser que des efforts particuliers sont mis en œuvre par les prêteurs pour octroyer des crédits hypothécaires à des personnes solvables. En outre, il n'est pas impossible que les personnes souhaitant accéder à la propriété aient des caractéristiques communes qui les rendent moins vulnérables aux difficultés financières. Les personnes ne partageant pas ou moins ces caractéristiques auraient tendance à moins recourir au crédit hypothécaire ou se le verraient moins accordé.

Le revenu des ménages est, à côté du nombre de crédits à la consommation, la variable la plus déterminante de

l'explication de la vulnérabilité des ménages à l'égard des difficultés financières. En outre, s'agissant de mesurer le revenu, l'indicateur le plus en lien avec le niveau de difficulté financière est le revenu disponible équivalent après le remboursement des mensualités. Ce qui importe donc, c'est le revenu restant après le remboursement des crédits et ce, après avoir tenu compte de la taille des ménages.

La culture financière ainsi que la plus ou moins bonne capacité à gérer un budget sont également corrélées avec les difficultés financières des ménages. Ces résultats montrent à quel point la prévention du surendettement et l'éducation financière prise dans sa globalité pourraient permettre de diminuer le nombre de personnes devant faire face à des situations de difficultés financières. Nos analyses statistiques ont montré que ces variables apparaissent secondaires dans l'explication des difficultés financières des ménages. Toutefois, parmi toutes les variables prises en compte dans nos analyses, l'éducation financière et la sensibilisation à la gestion budgétaire sont certainement celles sur lesquelles il est possible d'agir. Nous pouvons assez facilement mettre en place des politiques d'information et de prévention destinées à améliorer le niveau de culture financière des ménages et surtout les sensibiliser au budget. Par contre, nous n'avons aucune prise sur le fait que de nombreuses personnes en difficulté financière vivent seules. A court terme et au vu de la conjoncture économique actuelle, il pourrait être difficile d'augmenter significativement le niveau de revenu des personnes les plus pauvres. Les politiques de sensibilisation aux questions financières et au budget constituent certainement des outils au moyen desquels il est possible de lutter efficacement contre le surendettement. Les décisions portant sur l'ensemble des mesures devant être mise en œuvre afin d'améliorer le sort des ménages les plus vulnérables aux difficultés financières appartiennent toutefois à la sphère politique.

Annexe 1. Questions destinées à évaluer le niveau de culture financières

A. Les capacités en calcul élémentaire: 4 questions ouvertes destinées à tester le niveau en calcul élémentaire des répondants

Indiquez la réponse à chacune des 4 questions suivantes dans la case de droite:

- | | Réponse: |
|---|--------------------------|
| 1° Un magasin vend tous ses articles à moitié prix. Un canapé coûtait 400 EUR. Combien coûte-t-il au moment de la promotion? | <input type="checkbox"/> |
| 2° Vous prêtez 1.000 EUR à un ami. Il vous promet de vous rendre cette somme dans un an avec un intérêt de 10%. Au total, combien récupérerez-vous dans un an? | <input type="checkbox"/> |
| 3° Si 5 personnes se partagent équitablement un prix de 2 millions d'euros à la loterie, combien recevra chaque personne? | <input type="checkbox"/> |
| 4° Un vendeur de journaux a déjà vendu 90% de ce qu'il avait à vendre pour la journée. Sachant qu'il lui reste 10 journaux à vendre, combien en avait-il à vendre au début de la journée? | <input type="checkbox"/> |

B. Les capacités en calcul économique: (3 questions à choix multiples; chaque question tente d'évaluer une connaissance particulière)

Pour chaque question, une seule réponse est correcte. Certaines questions sont difficiles. Si vous ne connaissez pas la réponse à une ou plusieurs questions, cochez simplement "ne sais pas".

B.1. (capacité à comprendre l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat)

Supposez que d'ici 2020, vos revenus doublent ainsi que les prix de tous les biens et services. En 2020, que serez-vous capable d'acheter avec vos revenus?

- Plus qu'aujourd'hui.
- Moins qu'aujourd'hui.
- Autant qu'aujourd'hui.
- Je ne sais pas.

B.2. (compréhension du mécanisme de l'intérêt composé)

Vous avez 1.000 EUR sur votre compte et le taux d'intérêt est de 10% par an. Au bout de 2 ans, quel sera le solde de votre compte si vous n'effectuez aucun retrait?

- 1.200 EUR
- 1.100 EUR
- 1.210 EUR
- Ne sais pas

B.3. (capacité à mesurer le poids exercé par l'intérêt sur le montant des remboursements)

Vous dépensez 1.000 EUR avec votre carte de crédit. Le taux d'intérêt est de 1% par mois. Chaque mois, vous remboursez 10 EUR. En combien de temps votre dette sera-t-elle totalement remboursée?

- Moins de 8 ans et 4 mois (< 100 mois)
- Exactement 8 ans et 4 mois (= 100 mois)
- Entre 9 ans et 15 ans (> 100 mois)
- Jamais, vous serez toujours endetté
- Ne sais pas



C. Les connaissances financières liées au crédit (4 questions à choix multiples)

Pour chaque question, une seule réponse est correcte. Certaines questions sont difficiles. Si vous ne connaissez pas la réponse à une ou plusieurs questions, cochez simplement “ne sais pas”.

C.1. (connaissance du principe du taux variable)

En matière de crédit hypothécaire, le taux d'intérêt variable est:

- Un taux dont je peux demander la variation
- Un taux pouvant varier en fonction de critères définis par la loi
- Un taux qui varie en fonction des bénéfices de la banque
- Ne sais pas

C.2. (connaissance de l'utilité du TAEG)

Parmi les propositions suivantes, laquelle vous semble correcte?

- Le TAEG permet de comparer différentes offres de crédit afin d'identifier la plus avantageuse
- Le TAEG est une mesure du risque associé à différents produits de placement
- Le TAEG est la taxe additionnelle sur les emprunts garantis par l'Etat
- Ne sais pas

C.3. (connaissance de l'utilité d'une assurance solde restant dû)

Dans le cadre d'un crédit, une assurance solde restant dû est:

- Une assurance qui règle toutes mes dettes après mon décès
- Une assurance qui paie le montant restant de mon crédit en cas de décès
- Une assurance qui octroie un capital à mes héritiers en cas de décès
- Ne sais pas

C.4. (connaissance de la définition du taux d'intérêt débiteur)

Le taux d'intérêt débiteur correspond:

- Aux frais payés lorsque je débite une certaine somme de mon compte
- Au taux d'intérêt que je reçois sur mon épargne
- Au taux d'intérêt que je paie lorsque j'emprunte de l'argent
- Ne sais pas

D. Questions subjectives liées à la culture financière des répondants

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord
D1. Je comprends facilement les sujets liés à l'économie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
D2. J'ai de bonnes connaissances des notions liées au crédit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
D3. Je suis à l'aise avec les chiffres et le calcul	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Annexe 2. Questions destinées à évaluer la gestion budgétaire

Indicateur 1: connaissance du budget

Etes-vous capable d'indiquer un montant concernant?

	Oui avec précision	Oui approximativement	Pas du tout
1° La somme disponible aujourd'hui sur votre (vos) compte(s) bancaire(s)?	<input type="checkbox"/> (2 pts.)	<input type="checkbox"/> (1 pt.)	<input type="checkbox"/> (0 pt.)
2° Le montant mensuel de vos dépenses en alimentation?	<input type="checkbox"/> (2 pts.)	<input type="checkbox"/> (1 pt.)	<input type="checkbox"/> (0 pt.)
3° Le montant annuel de votre assurance habitation?	<input type="checkbox"/> (2 pts.)	<input type="checkbox"/> (1 pt.)	<input type="checkbox"/> (0 pt.)
4° Les revenus mensuels de votre ménage?	<input type="checkbox"/> (2 pts.)	<input type="checkbox"/> (1 pt.)	<input type="checkbox"/> (0 pt.)

Indicateur 2: mise en place de techniques permettant d'éviter les écarts budgétaires

	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
1° Je réfléchis à mes achats avant de me rendre dans une grande surface	<input type="checkbox"/> (0 pt.)	<input type="checkbox"/> (1 pt.)	<input type="checkbox"/> (2 pts.)	<input type="checkbox"/> (3 pts.)
2° Avant de faire une grosse dépense, je regarde si elle ne met pas mon budget en péril	<input type="checkbox"/> (0 pt.)	<input type="checkbox"/> (1 pt.)	<input type="checkbox"/> (2 pts.)	<input type="checkbox"/> (3 pts.)
3° Je prévois à l'avance les grosses dépenses	<input type="checkbox"/> (0 pt.)	<input type="checkbox"/> (1 pt.)	<input type="checkbox"/> (2 pts.)	<input type="checkbox"/> (3 pts.)
4° Je vérifie le solde de mon compte en banque	<input type="checkbox"/> (0 pt.)	<input type="checkbox"/> (1 pt.)	<input type="checkbox"/> (2 pts.)	<input type="checkbox"/> (3 pts.)

Indicateur 3: question subjective mesurant dans quelle mesure le répondant estime gérer correctement son budget

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord
Je gère correctement mon budget	<input type="checkbox"/> (3 pts.)	<input type="checkbox"/> (2 pts.)	<input type="checkbox"/> (1 pt.)	<input type="checkbox"/> (0 pt.)

Bibliographie

- ATKINSON, A. et MESSY, F. (2012), *Measuring Financial Literacy: Results of the OECD / International Network on Financial Education (INFE) Pilot Study*, OECD Working Papers on Finance, Insurance and Private Pensions.
- BIGOT, R., CROUTTE, P. et MULLER, J. (2011), *La culture financière des Français*, Paris, Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie.
- Centrale des Crédits aux Particuliers (2014), *Statistiques*, Banque Nationale de Belgique, Bruxelles.
- Department of Trade and Industry (DTI) (2004), *Over-indebtedness in Britain: a DTI report on the MORI financial services survey*, London.
- DUVIVIER, R. (2013a), *Les ménages en difficulté financière: quels profils socioéconomiques?*, actes du colloque de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement du 5 décembre 2013 "Les personnes en difficultés financières: quels profils?" (accessibles sur le site www.observatoire-credit.be dans l'onglet "colloques").
- DUVIVIER, R. (2013b), *Endettement en crédits, culture financière et capacité à gérer un budget: quels liens avec les difficultés financières?*, actes du colloque de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement du 5 décembre 2013 "Les personnes en difficultés financières: quels profils?" (accessibles sur le site www.observatoire-credit.be dans l'onglet "colloques").
- GERARDI, K., GOETTE, L. et MEIER, S. (2010), *Financial Literacy and Subprime Mortgage Delinquency: Evidence from a Survey Matched to Administrative Data*, Federal reserve Bank of Atlanta, Working Papers series, WP 2010-10.
- GUMY, J. (2007), *Explaining overindebtedness in the European Union: an empirical comparative analysis in selected countries using the ECHP (1996)*, Paper prepared for the BHPS 2007 Conference Colchester, 5th-7th July 2007, United Kingdom.
- JEANMART, C. (2013a), *Les ménages s'adressant à un avocat médiateur de dettes: quelles spécificités?*, actes du colloque de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement du 5 décembre 2013 "Les personnes en difficultés financières: quels profils?" (accessibles sur le site www.observatoire-credit.be dans l'onglet "colloques").
- JEANMART, C. (2013b), *Les personnes en difficulté financière: quel rapport au crédit et à l'emprunt?*, actes du colloque de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement du 5 décembre 2013 "Les personnes en difficultés financières: quels profils?" (accessibles sur le site www.observatoire-credit.be dans l'onglet "colloques").
- LEA, S.E.G., WEBLEY, P. et WALKER, C.M., (1995), "Psychological factors in consumer debt: Money management, economic socialization, and credit use", *Journal of Economic Psychology*, Volume 16, Issue 4, pp. 618-701.
- LEDEGEN, H. (2013), *Huishoudens in schuldbemiddeling: profielen en regionale verschillen*, actes du colloque de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement du 5 décembre 2013 "Les personnes en difficultés financières: quels profils?" (accessibles sur le site www.observatoire-credit.be dans l'onglet "colloques").
- LUSARDI, A. et MITCHELL, O.-S. (2009), *How ordinary consumers make complex economic decisions: financial literacy and retirement readiness*, NBER Working Paper, No. 15350.
- LUSARDI, A. et TUFANO, P. (2009), *Debt Literacy, Financial Experiences, and Overindebtedness*, NBER Working Paper, No. 14808.
- Observatoire du crédit et de l'Endettement (2013), *Prévention et traitement du surendettement en Wallonie: rapport d'évaluation 2012*, OCE, Marchienne-au-Pont.
- OCDE (2009), *Financial Education and the Crisis*, Policy Paper and Guidance, International network on financial education.
- Vlaams Centrum Schuldenlast (2013), *Vlaamse gezinnen in budget- en/of schuldhulpverlening: cijfergegevens 2012*.
- WEBLEY, P. et NYHUS, E. K. (2001), "Life-cycle and dispositional routes into problem debt", *British Journal of Psychology*, 92, 423-446.